

L'église canadienne dans la tourmente

Gilles Chaussé

Volume 5, Number 3, Fall 1989

Le Québec et la Révolution française

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7527ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chaussé, G. (1989). L'église canadienne dans la tourmente. *Cap-aux-Diamants*, 5(3), 19–21.

L'ÉGLISE CANADIENNE DANS LA TOURMENTE

par Gilles Chaussé*

Un fait demeure indéniable: la Révolution française a exercé sur les 150 000 Canadiens de l'époque une influence à la fois profonde et durable. Longtemps, ils se référeront à cet événement unique dans leur histoire pour y emprunter un idéal et des rêves de liberté, d'égalité et de fraternité. Déjà, lors de l'invasion des Bostonnais en 1775, les Canadiens se montrent sensibles aux idées de liberté et de démocratie. En octobre 1774, une lettre du Congrès américain invite les Canadiens à se joindre à leur croisade en faveur de la liberté et cette initiative séduit plus d'un habitant. Libérez-vous de vos chaînes, dit en substance la missive des rebelles américains, imitez l'exemple des 13 colonies d'Amérique qui n'hésitent pas à secouer le joug d'une domination devenue intolérable, joignez-vous à eux pour jouir enfin de la vraie liberté.

Mgr Briand s'emporte

Le langage des Bostonnais, qui ne peuvent raisonnablement espérer s'emparer du Canada sans l'appui des Canadiens est, à la vérité, subtil et fallacieux. L'évêque de Québec, mgr Jean-Olivier Briand, le comprit tout de suite. Depuis la promulgation de l'Acte de Québec, en 1774, il se montre très satisfait de l'attitude conciliante des autorités britanniques vis-à-vis de l'Église. Il se méfie à bon droit de ces «Bostonnais presbytériens» qui, croit-il, subjuguèrent à leur tour les Canadiens une fois le pays conquis. «Nulle autre secte n'a persécuté les Romains comme celle des Bostonnais; nulle autre n'a outragé les prêtres, profané les églises, les reliques des Saints comme elle; nulle autre n'a attaqué avec de plus horribles blasphèmes la confiance des catholiques en la protection des Saints et de la Sainte mère de Dieu comme elle. (...) La voix de la religion et celle de vos intérêts se trouvent ici réunies, et nous assurent de votre zèle à défendre nos frontières et nos possessions». Ce langage, inspiré par le contexte, provoque des réactions divergentes. Le serment d'allégeance que les Canadiens étaient tenus de prêter au roi d'Angleterre depuis la Conquête de 1763 n'avait point provoqué chez eux des sentiments d'affection et d'attachement. Plusieurs – 500 Canadiens environ – feront cause commune avec les Américains. Les autres, en grande majorité, adoptent une attitude de neutralité bienveillante à l'en-

droit de l'envahisseur. Ce parti pris ne trompe guère les autorités civiles et l'évêque, qui demeurent conscients de l'insubordination et de la «mauvaise volonté des habitants». Les Canadiens viennent de faire leur apprentissage de la liberté.



Premier évêque sous la domination anglaise, Jean-Olivier Briand prêche la soumission au conquérant et, lors de l'invasion de 1775, menace d'excommunication tous ceux qui seraient tentés d'aider les Américains. (Archives nationales du Québec, collection Initiale).

Un vent révolutionnaire

En 1789, les habitants ont un nouveau motif de prêter une oreille attentive à la propagande révolutionnaire. Influencés par la presse britannique, les journaux canadiens rapportent avec un enthousiasme non dissimulé les événements qui secouent la France depuis la convocation des États généraux. La Gazette de Montréal, gagnée aux idées voltairiennes, entreprend une campagne de dénigrement à l'endroit des seigneurs et du clergé, favorisant dans la société canadienne un changement radical, voire le renversement de l'ordre établi. En outre, la présence d'émissaires français aux États-Unis et au Canada, même après la déclaration de guerre de la France à l'Angleterre en février 1793, entretient

Né à Québec en 1739, Jean-François Hubert devient, en 1789, le neuvième évêque de Québec. En 1793, il rappelle aux Canadiens leur devoir d'obéissance et de fidélité à la couronne britannique et les incite à tout mettre en œuvre pour éloigner les Français de la province.
(Archives nationales du Québec, collection Initiale).



une quantité prodigieuse de mauvais livres, et avec un esprit de philosophie et d'indépendance qui ne peut avoir que de funestes suites». L'évêque, incidemment, connaît l'orientation nettement antireligieuse et antimonarchique que vient de franchir la France républicaine à l'automne de 1792. Pareil sort eut sans doute frappé le Canada si la «Conquête providentielle» – le mot sera prononcé quelques années plus tard par l'abbé Joseph-Octave Plessis, futur évêque de Québec – n'eût rompu les liens qui unissaient la Nouvelle-France à l'Ancienne, en 1763.

À l'automne de 1793, au moment où circulent des rumeurs au sujet de l'arrivée imminente d'une flotte française dans le Saint-Laurent pour «sonder les dispositions des Canadiens» et «faire quelque entreprise sur la Province du Bas-Canada», mgr Hubert intervint pour rappeler aux Canadiens «les principes de loyauté, d'obéissance et de fidélité au gouvernement» et les inciter à tout mettre en œuvre pour «éloigner les Français de cette Province». L'invasion française n'eut point lieu, tout comme il n'y eut jamais dans le Bas-Canada, au cours de ces années, de mouvement révolutionnaire véritablement encadré et bien organisé. Seuls quelques «*farrault Canadiens... admirateurs de l'Assemblée nationale*», selon l'expression de M. Gravé du séminaire de Québec, tentèrent en vain de convaincre leurs compatriotes du bien-fondé d'une révolution au Canada. Les idées révolutionnaires atteignirent néanmoins les habitants du pays, particulièrement une certaine intelligentsia laïque, qui mettra à profit l'expérience de 1789 pour chercher, au siècle suivant, à répandre et à faire triompher les idéaux de démocratie et de liberté.



Mgr Jean-Jacques Lartigue (1777-1840), premier évêque de Montréal, se montre incapable de contrer l'action de son cousin, le tribun Louis-Joseph Papineau et d'arrêter le mouvement de la rébellion de 1837-1838.
(Archives nationales du Québec, collection Initiale).

chez les Canadiens un désir d'émancipation politique et sociale. L'adresse «des Français libres à leurs frères du Canada», à l'été suivant, les invite même à suivre l'exemple des Français et des Américains et à rompre «avec un gouvernement devenu le plus cruel ennemi de la liberté des peuples».

Selon l'évêque de Québec, mgr Jean-François Hubert, si le Canada n'était plus «tout à fait à l'abri des maux spirituels» qui affligeaient l'Europe, il fallait s'en prendre au «progrès qu'a fait parmi nos Canadiens l'esprit de liberté et d'indépendance, amené d'abord par la circulation des manifestes des Anglo-Américains, au commencement de la dernière guerre, et répandu depuis par la multiplication et la licence de nos gazettes et par la liberté des conversations sur les affaires politiques. Il s'est introduit en ce pays

L'inévitable affrontement

La première moitié du XIX^e siècle constitue en effet une période d'effervescence politique et révolutionnaire dans le Bas-Canada. Exacerbés par l'attitude outrageante des autorités britanniques, qui persistent à méconnaître les droits de la majorité française à la Chambre d'Assemblée, les leaders canadiens, magnétisés par la Révolution de juillet 1830, en viennent à prôner le recours aux armes comme solution à leurs maux. En novembre et en décembre 1837, l'affrontement éclate entre les Patriotes et l'armée anglaise. Privés de tout secours extérieur et mal préparés à combattre un adversaire aguerri et mieux discipliné, les Canadiens connaissent la défaite. Les autorités britanniques suspendent alors la Constitution de 1791 et exercent une répression terrible.

Pendant ce temps le clergé, effrayé par le radicalisme et l'anticléricalisme des chefs de la rébellion, condamne ce mouvement tout aussi improvisé que sans espoir. Mgr Lartigue avait exhorté



Cette scène tirée de la toile de Luc Archambault représente la venue des prêtres réfugiés dans le Bas-Canada.

les Canadiens dans son Mandement du 24 octobre 1837 à ne pas se laisser séduire par les «*menées et les discours trompeurs des agitateurs*». Ce discours, du reste, ressemblait à celui des patriotes modérés de la région de Québec. Mais la voix de l'évêque de Montréal s'avère incapable de contrer la voix pleine de magnétisme de son cousin, le tribun Louis-Joseph Papineau, véritable leader charismatique adulé du peuple, et d'arrêter un mouvement désormais irréversible. Au lendemain de cette aventure révolutionnaire, mgr Lartigue écrit, soulagé de la tournure des événements: «*Nous avons eu, cet automne, notre petite révolution française; et il n'a pas tenu à nos soi-disant patriotes que nous ayons conquis notre indépendance, pour crever ensuite de faim ou pour devenir les jouets de nos voisins des États-Unis qui nous auraient engloutis dans leur immense population peut-être cent ans plus tôt que la population britannique d'Europe ne le pourra faire*».

Rendez-vous manqué?

L'Église avait-elle manqué un rendez-vous historique avec la liberté? Plusieurs à l'époque l'ont pensé et affirmé. Pourtant, le mouvement de Papineau, même s'il ne manquait pas de générosité, souffrait de graves lacunes: improvisation et incapacité d'évaluer correctement la conjoncture politique et sociale. En renonçant à son radicalisme et à sa vision laïcisante de la société, Papineau eût sans doute rallié à ses vues l'Église et la majorité des Canadiens. En 1832, au

lendemain du bill des Fabriques qui visait à éliminer l'influence du clergé auprès des Canadiens, mgr Jean-Jacques Lartigue déplorait pour la première fois le geste insensé des chefs de l'Assemblée qui «*ne pouvaient faire mieux pour faire rire leurs ennemis en détachant le clergé de la branche populaire de notre Législature*». Papineau, cependant, menait une croisade contre l'Église. En outre, il préférait opposer, à l'attitude intransigeante des autorités britanniques, une riposte tout aussi radicale, mais sans issue. De ce fait, le discours des autorités religieuses, comme d'ailleurs celui des patriotes modérés, apparaît aujourd'hui moins contre-révolutionnaire que certains le prétendaient au moment des événements. La voix de la raison, en 1837, ne s'opposait pas systématiquement à la voix de la liberté.

Conduits par des chefs modérés comme Louis-Hippolyte La Fontaine et George-Étienne Cartier, les Canadiens devaient poursuivre au XIX^e siècle, avec l'appui de l'Église, leur quête de la liberté, en renonçant cette fois au radicalisme politique et religieux. Avec l'avènement de la Confédération canadienne, en 1867, les Canadiens venaient de franchir un grand pas dans la voie de la démocratie. Peut-être, en fin de compte, n'avaient-ils retenu de l'événement de 1789 que l'essentiel pour délaisser les excès qui ternissent l'image de la Révolution. ♦

*Professeur, faculté de Théologie, université de Montréal